Chapitre premier

LE PROBLÈME DU DÉVELOPPEMENT

Vers la fin de 1968, dans le cadre d'une revue générale de sa politique extérieure, le Gouvernement a entrepris d'examiner les divers aspects de la politique du Canada en matière d'aide au développement international. Cet examen a porté sur un ensemble de questions, notamment les raisons pour lesquelles le Canada contribue à l'aide au développement, le volume et les conditions de cette aide, les programmes du Canada en ce domaine, les rapports entre les programmes multilatéraux et bilatéraux, la répartition entre les pays bénéficiaires, le rôle du secteur privé ainsi que les relations entre l'aide au développement et la politique économique internationale. L'examen est maintenant terminé et les études spéciales qu'il a suscitées ont été mises à la disposition du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. L'objet du présent rapport est de présenter au Parlement et au peuple canadiens le programme que le Gouvernement compte adopter dans le domaine de l'aide au développement.

L'examen de la politique canadienne en matière d'aide au développement arrive fort à propos. En effet, c'est à la même époque que la Commission d'étude du développement international, sous la direction du très honorable L. B. Pearson, entreprenait une analyse de l'aide au développement à l'échelle mondiale. Par ailleurs, un groupe préparatoire de l'Organisation des Nations Unies mettait au point un programme pour la deuxième Décennie du développement et sir Robert Jackson amorçait une étude sur la capacité du système de l'ONU pour le développement. Toutes ces études devaient inévitablement aborder en partie les mêmes questions. L'examen que le Gouvernement canadien a fait et la politique qu'il propose tiennent évidemment compte de la position du Canada dans le monde ainsi que de ses intérêts et de ses moyens d'action particuliers.